



Service environnement et sous-produits animaux

ANGERS, le 16 mai 2025

Cité Administrative  
49047 ANGERS Cedex 01

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**RIVERGAZ (SAS)**  
1 Route de Vezins  
Route départementale  
49360 MAULÉVRIER

Références : 2025\_04\_04 Rapport Inspection SAS RIVERGAZ

Code AIOT : 0006310146

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2025 dans l'établissement RIVERGAZ (SAS) implanté 1 Route de Vezins Route départementale - 49360 MAULÉVRIER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle au titre des installations classées pour la protection de l'environnement

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RIVERGAZ (SAS)
- 1 Route de Vezins Route départementale - 49360 MAULÉVRIER
- Code AIOT : 0006310146
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

Installation de méthanisation

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Description des activités principales	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 1.2.6	Demande d'action corrective	0 mois
2	Capacité de l'installation	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 1.2.7	Demande d'action corrective	3 mois
4	Nature et origine des matières	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.3.1	Demande d'action corrective	3 mois
9	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.4.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
11	Conduite et entretien des installations	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.4.3	Demande d'action corrective	3 mois
13	Formation	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.4.5	Demande d'action corrective	3 mois
14	Risques de fuite de biogaz	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.4.6	Demande d'action corrective	0 mois
18	Propreté du site.	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.4.12	Demande d'action corrective	3 mois
21	Composition du biogaz	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 3.4	Demande d'action corrective	0 mois
22	Contrôles périodiques des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 3.7	Demande d'action corrective	0 mois
24	Protection de la ressource	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 5.1.2	Demande d'action corrective	3 mois
25	Ouvrages de gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 5.2.2	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
28	Séparation de phase	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 6.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
29	Stockage et transports des digestats	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 6.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
30	Sortie du statut de déchets des digestats	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 6.3	Demande d'action corrective	3 mois
31	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 7.4	Demande d'action corrective	3 mois
32	Réseaux, canalisations et équipements	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 8.2.4	Demande d'action corrective	3 mois
33	Installations électriques – mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 8.2.6	Demande d'action corrective	3 mois
34	Zonage ATEX.	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 8.2.7	Demande d'action corrective	3 mois
36	Dispositifs de rétention	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 8.4.2	Demande d'action corrective	3 mois
38	Moyens intervention et ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 8.5.3	Demande d'action corrective	3 mois
40	Mesures compensatoires à la destruction des zones humides	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 10.3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.2.2	Sans objet
5	Caractérisation préalable des matières	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.3.2	Sans objet
6	Enregistrement lors de l'admission	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.3.3	Sans objet
7	Réception des matières	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.3.5	Sans objet
8	Limitation des nuisances	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.3.6	Sans objet
10	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.4.2.2	Sans objet
12	Contrôle de l'accès à l'installation	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.4.4	Sans objet
15	Surveillance du procédé de méthanisation	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.4.7	Sans objet
16	Précautions lors du démarrage	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.4.9	Sans objet
17	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.4.11	Sans objet
19	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.4.14	Sans objet
20	Collecte des effluents atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 3.3	Sans objet
23	Engagements de l'exploitant	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 4.1	Sans objet
26	Entretien des ouvrages	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 5.2.3	Sans objet
27	Valeurs limites de rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 5.2.4	Sans objet
35	Programme de	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 8.3.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	maintenance préventive		
37	Transports - chargements - déchargements	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 8.4.5	Sans objet
39	Biodiversité	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 10.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Réaliser une demande de cas par cas auprès de l'Autorité environnementale au regard de l'augmentation de la capacité maximale de l'installation ;
- Porter à la connaissance du préfet, les différentes modifications apportées à l'installation et à son mode d'utilisation ;
- Transmettre les résultats de la nouvelle étude de bruits dans les délais impartis ;
- Maintenir le fonctionnement de l'hygiénisation en permanence pour respecter la réglementation au titre des sous-produits animaux ;
- Respecter les prescriptions générales de l'arrêté du 22 octobre 2020 relatif au cahier des charges CDC Dig ;
- Respecter la fréquence de contrôle de l'étanchéité des équipements ;
- Appliquer les mesures correctives pour respecter les valeurs limites en H<sub>2</sub>S (< 300 ppm) ;
- Réaliser les formations pour l'ensemble des personnes intervenant sur l'installation ;
- Mettre en place un suivi régulier des mesures compensatoires à la destruction des zones humides ;
- Remettre en conformité les différentes anomalies constatées lors du contrôle.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Description des activités principales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 1.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Portée de l'autorisation et conditions générales
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'activité principale est une unité de méthanisation en voie liquide mésophile de matières organiques avec valorisation de biométhane par réinjection dans le réseau de transport de gaz de GRT gaz. Pour cela, elle met en œuvre les principaux équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• bâtiment de réception des matières premières solides et liquides, et de préparation de la matière, ainsi que des vestiaires et bureaux ;</li> <li>• une fosse de stockage du lisier;</li> <li>• un digesteur et post-digesteur fonctionnant par digestion anaérobie, en procédé mésophile infiniment mélangé ;</li> <li>• deux cuves de stockage couvertes des digestats liquides ;</li> <li>• une plate-forme couverte pour le stockage du digestat solide ;</li> <li>• un bio filtre destiné à traiter l'air des zones de livraison/dépotage et préparation de la matière ;</li> <li>• une unité d'épuration du biogaz contenant les cuves tampons de biogaz et de biométhane ;</li> <li>• des ouvrages de sécurité (torchère, poche incendie) ;</li> <li>• un biofiltre ;</li> <li>• un bassin de collecte et régulation des eaux pluviales.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'installation de méthanisation a été mise en fonctionnement en 2021.</p> <p>Les équipements présents sur l'installation de méthanisation correspondent à ceux listés dans l'arrêté inter préfectoral du 29/03/2019 et dans le porter à connaissance du 01/07/2021.</p> <p>Le jour du contrôle, il a été constaté que la plate-forme d'hygiénisation a été mise en place et que son fonctionnement est effectif sur le digestat brut. Celle-ci est composée de 3 cuves pour le process : hygiénisation, remplissage et vidange.</p> <p>Selon les propos de l'exploitant, l'installation rencontre de nombreuses difficultés, notamment la</p>

formation de struvites sous forme de dépôt dans les canalisations. Celles-ci seraient dues à une réaction entre l'azote, le phosphore et la chaleur, ayant pour conséquences l'obturation de l'échangeur. Pour répondre à ce dysfonctionnement, l'exploitant a mis en place comme action corrective, l'injection de soude caustique dans le process de méthanisation.

Malgré la mise en place de cette action corrective, l'installation d'hygiénisation est régulièrement mise à l'arrêt pour maintenance, entraînant l'absence de traitement du digestat brut.

**Je vous rappelle que les exigences de l'agrément sanitaire au titre des sous-produits animaux doivent être respectées en tout temps.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 0 mois

## N° 2 : Capacité de l'installation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 1.2.7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Portée de l'autorisation et conditions générales

**Prescription contrôlée :**

Le site est autorisé à traiter au maximum 46 973 t de déchets organiques, soit 128,7 t /j en moyenne. La capacité de biogaz produit est estimée à 10 680 Nm<sup>3</sup> /j.

Le hall de réception est équipé d'une trémie d'alimentation des matières solides de 100 m<sup>3</sup>. Les lisiers sont stockés dans une cuve de stockage de 255 m<sup>3</sup>.

Les huiles, graisses et glycérides végétales sont stockées dans une cuve dédiée de 30 m<sup>3</sup> située dans le bâtiment de réception.

Les ouvrages de stockage du digestat sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Ils ont une capacité suffisante pour permettre le stockage de l'ensemble du digestat (fraction solide et fraction liquide) produit pendant une période correspondant à la plus longue période pendant laquelle son évacuation ou son traitement n'est pas possible, sauf si l'exploitant ou un prestataire dispose de capacités de stockage sur un autre site et est en mesure d'en justifier la disponibilité

**Constats :**

Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté une extraction du registre des entrées pour la période du 01/01/2024 au 31/12/2024. Le tonnage total indiqué sur les documents est de 68 503 tonnes (dont 62 016 tonnes d'effluents) soit environ 187,7 tonnes par jour.

La capacité moyenne autorisée a augmenté de 59 tonnes par jour par rapport à l'arrêté inter préfectoral du 29/03/2019. Selon les propos de l'exploitant, ce dépassement est dû à une sur-évaluation du pouvoir méthanogène des effluents d'élevage, entraînant des apports supplémentaires de matières entrantes pour atteindre les capacités journalières d'injection établies lors du dimensionnement initial de l'installation.

Cette augmentation de capacité dépasse le seuil du régime de l'enregistrement. La modification ne relève pas d'un projet soumis à évaluation environnementale systématique mais à un examen au cas par cas conformément au tableau de l'annexe de l'article R.122-2 du Code de l'environnement.

**Une demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale (article R.122-3 du Code de l'environnement) devra être transmise à l'autorité environnementale à l'aide du CERFA n° 14 734.**

**En cas de dispense d'étude d'impact, l'augmentation de la capacité maximale autorisée devra être portée à la connaissance du préfet de Maine-et-Loire.**

Selon les propos de l'exploitant, la capacité du réseau de gaz permet d'injecter la production annuelle de biométhane.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

N° 3 : Intégration dans le paysage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'établissement dans le paysage.  L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les surfaces où cela est possible sont engazonnées. Le cas échéant, des écrans végétaux sont mis en place.  Conformément à son dossier de demande d'autorisation, l'exploitant plante une nouvelle haie dont les essences respectent les recommandations de la Commission locale de l'eau de la Sèvre Nantaise et selon les recommandations de "Mission Bocage", association que l'exploitant sollicitera pour la plantation de la haie.  L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets...  L'intégration paysagère est réalisée au plus tard dans l'année qui suit la mise en service de l'installation.
<b>Constats :</b> Le jour du contrôle, il a été constaté la plantation d'une haie de peupliers au sud-est de l'installation, ainsi que la plantation d'une haie de cupressus en complément de la haie existante au sud-ouest de l'installation.  Il est à noter qu'un contrat a été mis en place avec un paysagiste pour l'entretien paysager de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 4 : Nature et origine des matières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets organiques admissibles sur le site sont les suivants :  > déjections animales (lisiers, fumiers, etc.) > matières végétales et déchets végétaux (pailles, menues-pailles, issues de silos) > déchets exclusivement végétaux issus de l'industrie agro-alimentaire, dont huiles, graisses et glycérides végétales).  La liste des déchets admissibles assortis de leurs codes déchets est jointe en annexe 1 du présent arrêté. Les matières sont collectées dans les départements du Maine-et-Loire (49), des Deux-Sèvres (79) et de Vendée (85).  Toute admission envisagée par l'exploitant de matières d'une nature ou d'une origine différentes de celles mentionnées dans l'arrêté d'autorisation est portée au préalable à la connaissance du préfet.
<b>Constats :</b> Pour la période du 01/01/2024 au 31/12/2024, les matières premières introduites dans l'installation de méthanisation sont en très grande majorité des effluents d'élevage (environ 90 %), ainsi que des végétaux (environ 10 %).  Selon les propos de l'exploitant, aucune culture principale n'a été introduite dans le méthaniseur, les cultures intermédiaires exportées ne sont pas irriguées et les effluents d'élevage proviennent exclusivement des 28 exploitations adhérentes à la SAS RIVERGAZ.  <b>La liste des apporteurs des matières entrantes ayant évolué, notamment avec le retrait de M. TISSEAU Régis, la mise à jour de la liste des apporteurs devra être transmise au service d'inspection.</b>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Caractérisation préalable des matières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion de l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des matières admissibles dans l'installation. Ces éléments précisent explicitement les critères qu'elles doivent satisfaire et dont la vérification est requise.</p> <p>Avant la première admission d'une matière dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur, à la collectivité en charge de la collecte ou au détenteur une information préalable. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant.</p> <p>L'information préalable contient <i>a minima</i> les éléments suivants pour la caractérisation des matières entrantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• source et origine de la matière ;</li> <li>• données concernant sa composition, et notamment sa teneur en matière sèche et en matières organiques ;</li> <li>• dans le cas de sous-produits animaux au sens du règlement (CE) n° 1069-2009, indication de la catégorie correspondante et d'un éventuel traitement préalable d'hygiénisation ; l'établissement devra alors disposer de l'agrément sanitaire prévu par le règlement (CE) n° 1069-2009, et les dispositifs de traitement de ces sous-produits seront présentés au dossier ;</li> <li>• son apparence (odeur, couleur, apparence physique) ;</li> <li>• les conditions de son transport ;</li> <li>• le code du déchet conformément à l'article R.541-7 du Code de l'environnement ;</li> <li>• le cas échéant, les précautions supplémentaires à prendre, notamment celles nécessaires à la prévention de la formation d'hydrogène sulfuré consécutivement au mélange de matières avec des matières déjà présentes sur le site.</li> </ul> <p>L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'une matière.</p>
<p><b>Constats :</b>  Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté les contrats d'apport de biomasse agricole et reprise digestat signés avec l'ensemble des exploitations adhérentes à la SAS RIVERGAZ, permettant de justifier le respect de l'article 2.3.2 de l'arrêté inter préfectoral du 29/03/2019.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Enregistrement lors de l'admission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion de l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Leur désignation et le code des déchets indiqué à l'article R.541-7 du Code de l'environnement susvisé ;</li> <li>• Pour les matières végétales brutes, leur classification au titre de l'article D.543-291 du Code de l'environnement ;</li> <li>• La date de réception ;</li> <li>• Le tonnage ou, en cas de livraison par canalisation, le volume, évalué selon une méthode décrite et justifiée par l'exploitant ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le nom et l'adresse de l'expéditeur initial ;</li> <li>• Le cas échéant, le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ou matières ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités et leur numéro SIRET ;</li> <li>• Le nom, l'adresse du transporteur du déchet et, le cas échéant, son numéro SIREN et son numéro de récépissé délivré en application de l'article R.541-50 du Code de l'environnement ;</li> <li>• La désignation du traitement déjà appliqué au déchet ou à la matière ;</li> <li>• La date prévisionnelle de traitement des déchets ou matières ;</li> <li>• Le cas échéant, la date et le motif de refus de prise en charge, complétés de la mention de destination prévue des déchets et matières refusés.</li> </ul> <p>Les registres d'admission des déchets sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol du digestat, et trois ans dans les autres cas. Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> L'unité de méthanisation est équipée d'un système de badge. Un badge est défini par exploitant et par type de matières entrantes.</p> <p>Les admissions des matières entrantes et les sorties de digestats sont enregistrées informatiquement sur le logiciel de gestion Biogasview. Le cumul des matières entrantes est réalisé quotidiennement.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
---

#### N° 7 : Réception des matières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion de l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est équipée d'un dispositif de pesée des matières entrantes.</p> <p>À défaut, l'exploitant est en mesure de justifier de la masse (ou du volume, pour les matières liquides) des matières reçues lors de chaque réception, sur la base :</p> <p>&gt; des informations et estimations communiquées par le producteur de ces matières ;</p> <p>&gt; ou d'une évaluation effectuée selon une méthode spécifiée, décrite et justifiée par l'exploitant.</p> <p><b>Constats :</b> Le site est équipé d'un pont bascule permettant de déterminer le poids des matières entrantes et des matières sortantes.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Limitation des nuisances

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion de l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est conçue, équipée, construite et exploitée de manière que les émissions de toutes natures soient aussi réduites que possible, et cela tant au niveau de la réception, de l'entreposage et du traitement des matières entrantes qu'à celui du stockage et du traitement du digestat et de la valorisation du biogaz.</p> <p>Les déchargements de matières en benne se font dans une trémie à l'intérieur d'un bâtiment relié à un système de traitement des odeurs.</p> <p>Les matières et effluents à traiter sont déchargés dès leur arrivée dans un dispositif de stockage étanche, conçu pour éviter tout écoulement incontrôlé d'effluents liquides. La zone de déchargement est équipée des moyens permettant d'éviter tout envol de matières et de poussières à l'extérieur du site de l'installation.</p> <p><b>Constats :</b> Les matières solides sont déchargées dans un bâtiment fermé conçu pour éviter les écoulements. En raison de la corrosion, les 2 portes du bâtiment de stockage des matières solides ont été changées et le changement de la dernière sera réalisé prochainement.</p>



Les matières liquides sont stockées dans une cuve en béton étanche.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Consignes d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion de l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations qui comportent explicitement les instructions de conduite et les vérifications à effectuer, en conditions normales de fonctionnement, en phases de démarrage, d'arrêt ou d'entretien ainsi que de modifications ou d'essais. Il définit la périodicité des vérifications lorsque ces dernières ne sont pas fixées par la réglementation.</p> <p>Dans le cas de conduite d'installations ou de manipulations dangereuses dont le dysfonctionnement pourrait développer des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement, les consignes d'exploitation sont complétées de procédures et/ou d'instructions écrites.</p> <p><b>Constats :</b> Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté différents documents concernant les consignes spécifiques d'exploitation pour les phases de démarrage et de redémarrage de l'installation : un protocole en cas de coupure d'électricité sur l'installation ainsi que le plan d'actions correctives.</p> <p>Conformément à article 40 de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009, dans les parties de l'installation recensées comme pouvant présenter un risque d'explosion, ou présentant un risque d'incendie, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation de ce risque ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis d'intervention" et le cas échéant d'un "permis feu". Ces documents doivent être cosignés par l'exploitant et le responsable de l'entreprise extérieure réalisant les travaux.</p> <p><b>Ces documents devront être rédigés et mis en place sur l'installation et transmis au service d'inspection.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 10 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion de l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides...);</li> <li>&gt; les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et en particulier les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ; les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>&gt; la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ... ;</li> <li>&gt; la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Les consignes de sécurité sont présentes sur l'installation et affichées au niveau des locaux sociaux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Conduite et entretien des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b>

La surveillance des installations est permanente. Les dispositifs de conduite sont conçus de façon à ce que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive des paramètres de conduite au-delà des conditions normales d'exploitation.

En dehors des heures de présence du personnel, un report d'alarme est installé et un système d'astreinte organisé entre les employés.

Les installations sont exploitées, entretenues et surveillées de manière :

- à faire face aux variations des caractéristiques des déchets admis dans le méthaniseur, y compris à l'occasion des phases de démarrage ou d'arrêt des installations ;
- à réduire les durées de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter la pollution émise en réduisant ou arrêtant, si besoin, les installations concernées. Il en informe sans délai l'inspection des installations classées en présentant les mesures correctives engagées pour y remédier.

Les incidents de fonctionnement, les dispositions prises pour y remédier ainsi que les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé sont relevés sur un registre dédié. Les équipements de protection de l'environnement et de maîtrise des émissions mis en place dans l'établissement sont maintenus en permanence en bon état et périodiquement vérifiés. Ces contrôles font l'objet de comptes-rendus tracés.

**Constats :**

La surveillance de l'exploitation ainsi que les astreintes, sont assurées par les responsables du site (M. BARBAUD et M. BOUMARD en cours de formation) et par les 3 employés (M. LEGEAY, M. CAILLEAU et M. POUZIN). Pendant les astreintes, les employés du site ont la possibilité de contacter un référent (responsables du site).

L'installation est équipée d'un système d'alarme en cas de dysfonctionnement directement connecté au téléphone de la personne en charge de la surveillance de l'installation ou d'astreinte. Selon les propos de l'exploitant, l'outil permet d'intervenir à distance.

**La procédure de vérification du système d'alarme via le téléphone permettant de vérifier le fonctionnement de l'alarme, devra être transmise au service d'inspection.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 12 : Contrôle de l'accès à l'installation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.4.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Gestion de l'établissement

**Prescription contrôlée :**

L'installation est ceinte d'une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres de manière à interdire toute entrée non autorisée à l'intérieur du site. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée de l'installation.

**Constats :**

L'installation est entourée d'une clôture avec un accès principal permettant d'interdire l'accès à toute personne non autorisée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 : Formation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.4.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Gestion de l'établissement

**Prescription contrôlée :**

Avant le premier démarrage des installations, l'exploitant et son personnel, y compris le personnel intérimaire, sont formés à la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et

la maintenance de l'installation, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Les formations appropriées pour satisfaire ces dispositions sont dispensées par des organismes ou des personnels compétents sélectionnés par l'exploitant. Le contenu des formations est décrit et leur adéquation aux besoins justifiée. La formation initiale mentionnée à l'alinéa précédent est délivrée à toute personne nouvellement embauchée. Elle est renouvelée selon une périodicité spécifiée par l'exploitant et validée par les organismes ou personnels compétents ayant effectué la formation initiale. Le contenu de cette formation peut être adapté pour prendre en compte notamment le retour d'expérience de l'exploitation des installations et ses éventuelles modifications.

A l'issue de chaque formation, les organismes ou personnels compétents établissent une attestation de formation précisant les coordonnées du formateur, la date de réalisation de la formation, le thème et le contenu de la formation. Cette attestation est délivrée à chaque personne ayant suivi les formations.

Avant toute intervention, les prestataires extérieurs sont sensibilisés aux risques générés par leur intervention.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.

**Constats :**

L'ensemble des intervenants ont une connaissance précise de la conduite de l'installation, des dangers inhérents à l'installation et aux procédures d'urgence.

M. BARBAUD a suivi une formation sur 5 jours en 2020 et 2021 auprès de la Chambre régionale d'agriculture des Pays de la Loire intitulée : "Prendre en main et exploiter une unité de méthanisation".

M. BOUMARD est en cours de formation à la MFR IREO aux HERBIERS (85).

M. POUZIN, à mi-temps au transport et à mi-temps au chargement de la trémie, n'a pas suivi de formation répondant aux dispositions de l'article 2.4.5 de l'arrêté inter préfectoral du 29 mars 2019, notamment sur la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance des installations, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention, auprès d'un organisme reconnu.

**L'attestation devra être transmise au service d'inspection.**

Quant à M. LEGEAY et M. CAILLEAU, étant donné qu'ils sont dédiés à temps complet au transport des matières entrantes et sortantes, ils ont été formés par le responsable du site pour assurer ponctuellement les astreintes.

De plus, aucune personne intervenant sur l'installation n'a reçu de formation de manipulation aux extincteurs. Conformément aux préconisations du SDIS, le personnel d'astreinte réceptionnant les alarmes, doivent être formés au maniement des moyens de secours internes.

**Les attestations devront être transmises au service d'inspection.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 14 : Risques de fuite de biogaz**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.4.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion de l'établissement

**Prescription contrôlée :**

Les locaux et dispositifs confinés font l'objet d'une ventilation efficace et d'un contrôle de la qualité de l'air portant a minima sur la détection de CH et de HS avant toute intervention. Les conditions d'intervention et les mesures prises pour minimiser la gêne vis-à-vis des populations avoisinantes sont décrites dans l'étude d'impact et font l'objet de consignes spécifiques.

**Constats :**

Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté le contrôle d'étanchéité réalisé le 24/11/2022 par la société CH4 Process. Un nouveau contrôle est programmé cette année via un programme de l'ADEME. Conformément à l'article 39 de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009, le contrôle d'étanchéité des équipements est à réaliser semestriellement.

**La fréquence de vérification de l'étanchéité doit répondre à la prescription de l'arrêté ministériel.**

Selon les propos de l'exploitant, lors de la journée méthanisation réalisée le 5 mars 2025 par l'association régionale d'agriculteurs méthaniseurs, l'intervenant de la DREAL a indiqué que les installations de méthanisation pouvaient s'équiper d'un détecteur de gaz, et de ne réaliser qu'une vérification de l'étanchéité des équipements par an par un organisme reconnu. L'exploitant a informé le service d'inspection de la future acquisition de cet appareil.

**Un enregistrement devra être réalisé afin de justifier le contrôle de l'étanchéité des équipements.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 0 mois

**N° 15 : Surveillance du procédé de méthanisation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.4.7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion de l'établissement

**Prescription contrôlée :**

Chacune des lignes de méthanisation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation. Elles sont notamment équipées de dispositifs de mesure en continu de la température des matières en fermentation et de contrôle en continu de la pression du biogaz. L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de surveillance et spécifie le cas échéant les seuils d'alarme associés.

**Constats :**

La surveillance du processus de méthanisation est assurée par le logiciel Biogasview.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 16 : Précautions lors du démarrage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.4.9

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion de l'établissement

**Prescription contrôlée :**

Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation. Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion, que l'exploitant met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation.

Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.

**Constats :**

Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté différents documents concernant les consignes spécifiques d'exploitation pour les phases de démarrage et de redémarrage de l'installation : un protocole en cas de coupure d'électricité sur l'installation ainsi que le plan d'actions correctives.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 17 : Odeurs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.4.11

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion de l'établissement

**Prescription contrôlée :**

Avant la mise en service de l'installation, l'exploitant procède à un état initial des odeurs. Dans un délai d'un an après la mise en service, l'exploitant procède à un état des odeurs perçues dans l'environnement afin de valider l'efficacité des équipements mis en place. Les résultats en sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans les trois mois qui suivent.

**Constats :**

Une étude d'odeur a été réalisée les 12 et 13 mai 2022 par l'association Air Pays de la Loire. Par courriel du 14/10/2021, il a été retenu par le service d'inspection, que l'étude Air Pays de la Loire pouvait remplacer l'état des odeurs perçues dans l'environnement devant être réalisée dans un délai d'un an après la mise en service de l'installation.

**Néanmoins, en cas de plaintes pour nuisances olfactives, une étude respectant les exigences réglementaires, avec application de la méthode officielle reconnue, devra être mise en œuvre, la méthodologie employée par AirPDL n'étant pas reconnue pour le moment par le Ministère de l'Écologie.**

De plus, selon les propos de l'exploitant, la SAS RIVERGAZ a intégré un nouveau programme de l'association Air Pays de la Loire. Ce programme est une étude plus poussée que la précédente avec une prise en compte des différents postes du process de méthanisation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 18 : Propreté du site.**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.4.12

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion de l'établissement

**Prescription contrôlée :**

L'ensemble du site et des voies de circulation internes au site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus. Lorsqu'ils relèvent de la responsabilité de l'exploitant, les abords de l'installation, comme par exemple l'entrée du site ou d'éventuels émissaires de rejets, font l'objet d'une maintenance régulière.

**Constats :**

Le site est propre et bien entretenu.

Cependant, il a été constaté le jour du contrôle, des coulures sur les murs extérieurs du bâtiment de stockage des matières solides côté matières végétales. Selon les propos de l'exploitant, ces coulures proviennent de l'intervention du SDIS suite à un début d'incendie au niveau des matières végétales.

De plus, des restes de digestat ont été observés au niveau de la vanne de prélèvement de l'hygiénisation. Des mesures doivent être prises pour solutionner le problème.

**Des photos doivent être transmises au service d'inspection pour justifier du nettoyage du mur du bâtiment de stockage des matières solides et du sol au niveau de la vanne de prélèvement.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 19 : Incidents ou accidents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.4.14

**Thème(s) :** Risques accidentels, Gestion de l'établissement

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts protégés par le Code de l'environnement.

Le rapport d'accident ou, sur demande le rapport d'incident, précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Je vous rappelle qu'en cas de dysfonctionnement du site de méthanisation, vous êtes tenus d'informer dans les meilleurs délais le service d'inspection et de lui indiquer toutes les mesures qui ont été prises.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 20 : Collecte des effluents atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
<b>Prescription contrôlée :</b> Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés. En particulier, l'air des zones suivantes est collecté et dirigé vers un système de traitement des odeurs :  > local de réception et de stockage des matières premières avec trémie d'alimentation duméthaniseur. Les matières solides sont livrées en caissons fermés et déchargées dès réception dans un bâtiment fermé et conçu pour éviter les émissions diffuses.  Les portes du bâtiment sont maintenues fermées en permanence sauf le temps strictement nécessaire au passage de chaque camion. Les véhicules entrent et sortent du bâtiment par des portes sectionnelles à ouverture et fermeture rapides. Les portes sectionnelles sont maintenues en permanence fermées pour assurer la dépression du bâtiment ; elles ne s'ouvriront que pour le passage des véhicules.
<b>Constats :</b> Le local de réception et de stockage des matières première avec trémie d'alimentation du méthaniseur est équipé d'un système de traitement des odeurs de type biofiltre.  Les matières solides sont déchargées dès réception dans un bâtiment fermé.  Le jour du contrôle, les portes étaient maintenues fermées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 21 : Composition du biogaz**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
<b>Prescription contrôlée :</b> La teneur en CH <sub>4</sub> et H <sub>2</sub> S du biogaz produit est mesurée quotidiennement au moyen d'un équipement contrôlé et calibré annuellement et étalonné a minima tous les trois ans par un organisme extérieur compétent. La teneur maximale de HS du biogaz issu de l'installation de méthanisation en fonctionnement stabilisé doit être inférieure à 300 ppm avant envoi du biogaz en chaudière.
<b>Constats :</b> Les teneurs en CH <sub>4</sub> , H <sub>2</sub> S, CO <sub>2</sub> et O <sub>2</sub> sont relevées en continu par l'automate de l'unité de méthanisation et enregistrées informatiquement.  La calibration de l'équipement servant à mesurer la composition du biogaz est effectuée par la société BTS. La dernière vérification a été réalisée le 30/09/2024.  Il a été constaté le jour du contrôle sur le tableau d'enregistrements des paramètres du process de méthanisation du mois de février des teneurs en H <sub>2</sub> S > à 300 ppm. Je vous rappelle que conformément à l'article 3.4 de l'arrêté inter préfectoral du 29 mars 2019, la teneur maximale en H <sub>2</sub> S du biogaz issu de l'installation de méthanisation en fonctionnement stabilisé doit être inférieur à 300 ppm à la sortie de l'installation.
<b>Des mesures correctives sont attendues et doivent être transmises au service d'inspection.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 0 mois

**N° 22 : Contrôles périodiques des rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fait procéder à un contrôle de ses rejets atmosphériques portant a minima sur les paramètres définis à l'article 3.6 selon les fréquences suivantes. Une analyse annuelle sur les rejets de la

torchère est réalisé uniquement si son temps de fonctionnement a dépassé 300 heures par an.
<b>Constats :</b> Les contrôles annuels des rejets atmosphériques ont été réalisés le 08/04/2024 pour le biofiltre et du 23/10/2024 au 25/10/2024 pour les 2 chaudières et le biofiltre.  Les résultats des mesures du contrôle du 08/04/2024 sur le biofiltre, ont permis de démontrer le respect des valeurs limites mentionnées dans l'arrêté inter préfectoral du 29/03/2019.  Concernant les résultats des mesures du contrôle du 23/10/2024 au 25/10/2024 sur le biofiltre et les 2 chaudières, ils ont permis de démontrer également le respect des valeurs limites mentionnées dans l'arrêté inter préfectoral du 29/03/2019.  <b>Néanmoins, le respect du paramètre poussières totales pour les rejets du biofiltre, n'a pas été démontré lors du contrôle. Ce paramètre obligatoire, doit être intégré de manière systématique dans les contrôles périodiques des rejets atmosphériques du biofiltre, conformément l'arrêté inter préfectoral du 29/03/2019.</b>  Concernant la torchère, l'exploitant a transmis la courbe d'enregistrement du temps de fonctionnement pour l'année 2024. Avec un fonctionnement inférieur à 300 heures par an (environ 40 heures), aucune analyse annuelle sur les rejets de la torchère n'a été réalisée conformément à l'article 3.7 de l'arrêté inter préfectoral du 29/03/2019.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 0 mois

#### N° 23 : Engagements de l'exploitant

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Application des meilleures techniques disponibles
<b>Prescription contrôlée :</b> Par un complément de dossier transmis le 22 novembre 2018 à l'inspection, dossier annexé à la demande d'autorisation d'exploiter, l'exploitant s'est engagé à respecter et à mettre en place certaines meilleures techniques disponibles fixées par la décision 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018. Ces techniques sont mises à place dès la mise en route de l'installation de méthanisation.
<b>Constats :</b> Les résultats des mesures des contrôles du 08/04/2024 et du 23/10/2024 au 25/10/2024 sur le biofiltre, ont permis de démontrer le respect des niveaux d'émissions des NEA-MTD sur le paramètre NH <sub>3</sub> .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 24 : Protection de la ressource

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 5.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux d'alimentation sont protégés contre les risques de contamination par la mise en place de dispositifs de disconnexion efficaces et adaptés.  Les arrivées d'eau sont munies d'un dispositif totalisateur dont les mesures des quantités prélevées sont enregistrées régulièrement, <i>a minima</i> tous les ans.  Un ratio de consommation spécifique est suivi régulièrement et tracé par l'exploitant.
<b>Constats :</b> L'approvisionnement en eau de l'installation, des sanitaires et du nettoyage des engins est couvert intégralement par le réseau public.  Aucun forage n'est utilisé sur l'installation.  Les quantités d'eau prélevées sur le réseau public sont enregistrées.  Selon l'article 5.1.1 de l'arrêté inter préfectoral du 29 mars 2019, l'alimentation en eau du site se fera via le réseau public à raison d'environ 1 050 m <sup>3</sup> par an. Pour l'année 2024, la consommation en eau s'élève à 2 136 m <sup>3</sup> .

<b>Cette modification doit être portée à la connaissance du préfet.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 25 : Ouvrages de gestion des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 5.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux pluviales, issues des eaux propres de voiries, toitures et couvertures, sont collectées par un réseau de caniveaux avant de rejoindre un bassin de régulation présentant un volume minimal de 736 m<sup>3</sup>.</p> <p>Ce bassin dispose d'un débit de fuite de 4,58 l /s pour une pluie décennale. L'ouvrage assure la régulation des pluies d'occurrence mensuelles avec un volume dédié de 223 m<sup>3</sup> associé à un débit de fuite de 0,69 l /s.</p> <p>En sortie de ce bassin, il est mis en place un débourbeur-séparateur qui assure le piégeage des matières et des hydrocarbures.</p> <p>Le bassin de régulation est équipé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'une vanne de coupure (dispositif d'obturation) au niveau de l'exutoire pour rétention des pollutions accidentelles, avec alarme,</li> <li>- d'une surverse pour les débits de fréquence de retour supérieure à 10 ans.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b>  Les eaux pluviales propres sont collectées via un réseau séparatif des eaux souillées et envoyées dans le bassin de régulation des eaux pluviales d'un volume minimal de 736 m<sup>3</sup>.</p> <p>Le bassin de régulation des eaux pluviales est situé dans la zone de rétention.</p> <p>Un débourbeur-séparateur est présent sur le réseau de collecte des eaux pluviales en aval du bassin de régulation.</p> <p>Une vanne d'isolement manuelle est présente au niveau de l'exutoire du bassin de régulation pour la rétention des pollutions accidentelles. Afin de vidanger le bassin d'eaux pluviales, la vanne est ouverte uniquement en présence du personnel et maintenue fermée en permanence en dehors des vidanges périodiques.</p> <p><b>Une procédure interne de contrôle de cette vanne, ainsi que les actions à engager sur celle-ci en cas d'accident pour prévenir tout risque de pollution du milieu naturel, devra être transmise au service d'inspection.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 26 : Entretien des ouvrages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 5.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Le débourbeur/séparateur est nettoyé par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>Le bassin de régulation du rejet des eaux pluviales est régulièrement entretenu et, au besoin, curé.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'entretien du débourbeur fait partie intégrante des vérifications à réaliser sur l'installation.</p>



Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté le bordereau de suivi des déchets du 10/06/2024 lié à l'entretien du déboureur-séparateur.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 27 : Valeurs limites de rejet des eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 5.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Un suivi annuel de la qualité des eaux pluviales en sortie de bassin est réalisé. Il porte sur les paramètres suivants: pH, DCO, MES et hydrocarbures totaux. Les eaux pluviales rejetées dans le milieu naturel respectent les valeurs limites définies par l'arrêté préfectoral.
<b>Constats :</b> Le suivi annuel des eaux pluviales étant en cours d'analyse le jour du contrôle, celui-ci n'a pas pu être vérifié.
<b>Le rapport d'analyse devra être transmis au service d'inspection.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 28 : Séparation de phase**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les digestats issus de la méthanisation subissent une double séparation de la phase solide et de la phase liquide :  - 1 <sup>ère</sup> séparation de phase avec presse à vis, - 2 <sup>ème</sup> séparation de phase avec centrifugeuse de la phase liquide obtenue après la presse à vis. Les phases solides de digestat sont : - soit exportées avec une installation de compostage agréée conformément aux dispositions de l'article, - soit stockées chez les agriculteurs adhérents avant épandage en tant que déchets, - soit commercialisés aux agriculteurs adhérents et non adhérents si le digestat est conforme au cahier des charges DIGAGRI défini par l'arrêté ministériel du 13 juin 2017 approuvant un chier des charges pour la mise sur le marché et l'utilisation de digestats de méthanisation agricole en tant que matières fertilisantes.
<b>Constats :</b> L'installation de méthanisation est équipée d'un séparateur de phase de type presse à vis. La 2 <sup>ème</sup> séparation de phase avec centrifugeuse, prévue initialement, n'a pas été réalisée.  <b>Cette modification doit être portée à la connaissance du préfet.</b>  Pour la période du 01/01/2024 au 31/12/2024, 4 791,87 tonnes de digestat solide et 44 605,89 tonnes de digestat liquide ont été exportées. Selon le dossier de demande d'autorisation de 2018, les prévisions de matières exportées étaient de 18 635 tonnes de digestat solide et 24 163 tonnes de digestat liquide.  <b>En cas de dispense d'étude d'impact, cette modification devra être portée à la connaissance du préfet dans le cadre de l'augmentation de la capacité de l'installation.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 29 : Stockage et transports des digestats**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 6.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets

**Prescription contrôlée :**

Les dispositifs permanents d'entreposage des digestats sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit interdit par les dispositions réglementaires en vigueur, soit impossible pour des raisons climatiques ou de mise en œuvre de l'épandage. Ils doivent être étanches et aménagés de sorte à ne pas constituer une source de gêne ou de nuisances pour le voisinage, ni entraîner une pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration.

Le cas échéant, l'exploitant adapte le flux de matières à traiter, en le réduisant, en fonction des capacités d'entreposage disponibles, ou augmente la quantité de digestats solides à exporter afin de privilégier l'épandage des digestats liquides.

Le digestat solide est stocké :

- sur une plate-forme couverte de 950 m<sup>2</sup> sur le site de méthanisation, pour un volume de 2 850 m<sup>3</sup> de digestat solide ;
- sur 17 fumières déportées situées chez des exploitants adhérents à SAS RIVERGAZ, pour un volume global de 11 310 m<sup>3</sup> de digestat solide.

L'entreposage des digestats solides est réalisé distinctement de tout autre stockage, notamment des effluents de ces exploitations agricoles. Lorsqu'une fumière n'est pas dédiée au stockage des digestats, cette distinction est matérialisée par une séparation étanche de sorte que les jus éventuels provenant des autres stockages ne puissent se mélanger aux digestats.

Le digestat liquide est stocké :

- dans deux fosses béton couvertes par une membrane PVC de 2 100 m<sup>3</sup> et de 4 500 m<sup>3</sup> situées sur le site de méthanisation ;
  - dans 4 fosses existantes mises à disposition par les agriculteurs adhérents au projet. La seule fosse de 1 000 m<sup>3</sup> non couverte (GAEC DU RUISSELET) sera utilisée en dernier recours quand l'ensemble des autres fosses seront pleines.
  - dans 5 fosses couvertes, de type cuves en béton couvertes. Ces stockages seront clôturés et équipés d'un portail fermé à clé. Ils seront équipés d'un drainage sous cuve avec regard de contrôle.
- Au total, la capacité de stockage du digestat liquide sera de 17 200 m<sup>3</sup>, soit 8 mois.

La SAS RIVERGAZ assurera une surveillance tous les 3 ans de tous ces ouvrages afin de vérifier la conformité de ces stockages au cours du temps.

Le transport des digestats sera réalisé dans des remorques couvertes ou des camions-citernes.

Le stockage des digestats en bout de champ est interdit, sauf dans le cadre de la stricte mise en œuvre de l'épandage.

Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit.

**Constats :**

Sur l'unité de méthanisation, le digestat solide est stocké sur une plate-forme couverte de 950 m<sup>2</sup> et le digestat liquide dans 2 fosses béton couvertes par une membrane PVC de 2 100 m<sup>3</sup> et 4 500 m<sup>3</sup>.

La capacité totale de stockage du digestat solide est de 14 160 m<sup>3</sup> en prenant en compte le stockage sur site ainsi que les 17 fumières déportées.

Concernant les stockages de digestats liquides, la capacité totale de stockage est de 17 200 m<sup>3</sup> en prenant en compte le stockage sur site ainsi que les 9 ouvrages déportés. Un porter à connaissance a été transmis au service d'inspection pour l'installation de 2 stockages de digestat liquides supplémentaires de 2 500 m<sup>3</sup> chacun. Ainsi les futures capacités de stockage seront de 22 200 m<sup>3</sup> soit 11 mois de stockage selon le porter à connaissance. Or, selon la synthèse des expéditions de digestats pour l'année 2024, le digestat liquide a été transféré dans 13 stockages déportés.

**Une mise à jour des listes des stockages déportés de digestat solide et liquide ainsi qu'une cartographie de leur localisation doit être portée à la connaissance du préfet. Enfin, suite à l'augmentation de la quantité de matières traitées, une nouvelle démonstration de la capacité de**

**stockage des digestats de l'unité de méthanisation doit également être réalisée et transmise au préfet.**

Selon les propos de l'exploitant, un responsable de fosse a été désigné pour chaque site déporté.

Le transport des digestats est réalisé par des camions ou des véhicules agricoles équipés de bennes pour la phase solide et de citernes pour la phase liquide.

Le jour du contrôle, suite à la demande de l'exploitant, le service d'inspection s'est déplacé sur le site déporté de l'Aubrière, afin de valider les travaux de mise en sécurité de l'ouvrage de stockage. Il a été constaté la mise en place d'un grillage d'une hauteur de 2 m autour de l'ouvrage ainsi que des cadenas au niveau du volant de chargement/déchargement et des zones de brassage du digestat liquide.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 30 : Sortie du statut de déchets des digestats

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 6.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant informe l'inspection des installations classées dès qu'il respecte le cahier des charges susmentionné et commercialise les digestats obtenus en tant que matières fertilisantes.

À compter de cette déclaration à l'inspection des installations classées, l'exploitant respecte les conditions définies par l'arrêté ministériel du 13 juin 2017 susvisé, notamment celles relatives les auto-contrôles, à la traçabilité des produits sur le marché et l'étiquetage de ces produits. Avant de quitter l'installation de méthanisation, les produits doivent respecter les limites fixées par les tableaux 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 13 juin 2017, en termes de teneurs maximales en éléments traces minéraux et d'analyses microbiologiques.

**Constats :**

Le jour du contrôle, il a été constaté que la commercialisation des digestats CDC Dig n'est pas réalisée conformément à l'arrêté ministériel du 22/10/2020.

**La SAS RIVERGAZ devra informer les exploitants des usages et des conditions d'emploi du digestat CDC Dig notamment en mettant en place l'étiquetage comportant les mentions réglementaires.**

Le plan d'épandage validé dans l'arrêté préfectoral initial du 29/03/2019 est conservé comme solution de valorisation de secours en cas de lots de digestat non-conformes au cahier des charges CDC Dig. Selon les propos de l'exploitant le plan d'épandage de secours n'a pas évolué, malgré la reprise de nouvelles parcelles d'épandage.

**Ces dernières n'étant pas intégrées au plan d'épandage de secours, aucun apport de digestats non-conformes au cahier des charges CDC Dig ne devra être effectué sur celles-ci.**

Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté les résultats des analyses pour 6 lots réalisés dans l'année conformément à l'arrêté ministériel du 22/10/2020. Les résultats présentés sont conformes aux limites fixées par l'arrêté ministériel susvisé sauf pour les analyses microbiologiques. En présence de résultats d'analyses non satisfaisants, le lot de digestat est non-conforme au cahier des charges CDC DIG et les digestats ne peuvent plus être considérés comme des matières fertilisantes. Ainsi, en cas de dépassement des limites définies, vous devez appliquer les actions correctives prévues dans votre plan de procédures et définir le devenir des digestats non conformes. Je vous rappelle également, que vous êtes tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'autorité compétente, les dépassements des valeurs limites définies dans le cahier des charges CDC DIG et que conformément à la réglementation applicable à chaque situation, l'autorité compétente peut définir le devenir des digestats non conformes.

**La gestion détaillée des lots de digestats non conformes devra être transmise au service d'inspection.**

De plus, les analyses des inertes et impuretés n'ont pas été réalisées.

**Ces analyses devront être intégrées lors des prochaines campagnes.**

Conformément au cahier des charges CDC Dig, les analyses doivent être réalisées sur le produit fini.

**Étant donné que la SAS RIVERGAZ réalise une séparation de phase, les analyses sont à réaliser sur le digestat liquide et le digestat solide.**

Enfin, afin de déterminer le type de fertilisant du digestat solide conformément au programme national nitrates, l'analyse devra prendre en compte les valeurs guides suivantes : C/N, Nmin/Ntot et ISMO.

**Les prochaines analyses pour l'année 2025 devront être transmises au service d'inspection.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 31 : Contrôle des niveaux sonores

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 7.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention des nuisances sonores et des vibrations

**Prescription contrôlée :**

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois suivant la mise en service des installations puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié.

**Constats :**

Une étude de bruit a été réalisée du 10 au 11 octobre 2023, concluant à une conformité de tous les points de mesure par rapport aux valeurs limites d'émergence dans les zones à émergence réglementée, ainsi que par rapport aux niveaux limites de bruit en limite de propriété de l'installation de méthanisation. De plus, au sens de l'arrêté du 23/01/1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, aucune tonalité marquée n'a été relevée.

Suite à la réception de plaintes de riverains pour nuisances sonores, un examen approfondi de l'étude de bruit a été réalisé par le service d'inspection. Il s'est avéré que l'étude ne répondait pas à toutes les recommandations de la norme NF S 31-010 notamment concernant les conditions météorologiques. Ainsi, le service d'inspection a demandé la réalisation d'une nouvelle mesure de la situation acoustique du site de la SAS RIVERGAZ.

**Conformément au courrier de la préfecture de Maine-et-Loire du 24/03/2025, cette nouvelle étude devra être réalisée et transmise à la préfecture dans un délai de 3 mois.**

Selon les propos de l'exploitant, une personne se plaint régulièrement des nuisances de l'installation de méthanisation. Il a été constaté le jour du contrôle, la mise en place d'une isolation au niveau de l'entrée d'air du biofiltre afin de diminuer les nuisances sonores.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 32 : Réseaux, canalisations et équipements

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 8.2.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques technologiques

**Prescription contrôlée :**

Les différentes canalisations sont repérées par des couleurs normalisées ("norme NF X 08100") ou par des pictogrammes en fonction du fluide qu'elles transportent. Les canalisations en contact avec le biogaz sont constituées de matériaux insensibles à la corrosion par les produits soufrés ou protégés contre cette corrosion. Les dispositifs d'ancrage des équipements de stockage du biogaz, en particulier ceux utilisant des matériaux souples, sont conçus pour maintenir l'intégrité des équipements même en cas de défaillance de l'un de ces dispositifs.

**Constats :**

Sur le site toutes les canalisations ne sont pas correctement identifiées par des autocollants de couleurs mentionnant le fluide qu'elles transportent notamment au niveau du local de la chaudière.

Cette non-conformité avait déjà été relevée lors de la visite d'inspection réalisée en 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 33 : Installations électriques – mise à la terre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 8.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues dans le respect de la réglementation en vigueur et le matériel est conforme aux normes françaises qui lui sont applicables.  La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.  Une vérification de l'ensemble des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les défauts relevés dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées.  Pour l'éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés ou sont protégés contre les chocs. Ils sont installés de façon à ne pas provoquer un échauffement des revêtements isolants et des matériaux entreposés. L'éclairage de sécurité est conforme aux dispositions réglementaires en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b>  La dernière vérification des installations électriques a été effectuée le 20/08/2024 par la société SOCOTEC. Selon les propos de l'exploitant, certains interrupteurs ont été déplacés.</p>
<b>Les mesures correctives prises pour remédier aux non-conformités observées devront être transmises au service d'inspection.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 34 : Zonage ATEX.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 8.2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'atmosphère explosive, qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsqu'elles sont confinées, ces zones sont équipées de détecteurs de méthane ou d'alarmes. Ces zones sont définies sans préjudice des dispositions de l'arrêté du 4 novembre 1993 complété relatif à la signalisation de sécurité et de santé au travail, du décret n° 2002-1553 du 24 décembre 2002 relatif aux dispositions concernant la prévention des explosions applicables aux lieux de travail, ainsi que de l'arrêté du 28 juillet 2003 susvisé. Elles sont reportées sur le plan des installations. Le matériel implanté dans ces zones explosives est conforme aux prescriptions du décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 susvisé. Les installations électriques sont réalisées avec du matériel normalisé et installées conformément aux normes applicables, par des personnes compétentes et en conformité avec la réglementation ATEX en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b>  Un plan est présent à l'entrée du site permettant de localiser les zones ATEX et les zones à risques.</p>
<b>Sur le site toutes les zones ATEX ne sont pas correctement identifiées, notamment la torchère.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 35 : Programme de maintenance préventive

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 8.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) est élaboré avant la mise en service de l'installation.
<b>Constats :</b> Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté des contrats de service et maintenance de l'installation avec les sociétés VERDE MOBILE (épuration et chaudière) et BTS (unité de méthanisation).  L'exploitant nous a également présenté un planning de vérification périodique de maintenance ainsi que les enregistrements quotidiens d'interventions réalisées sur l'unité de méthanisation basées sur les périodicités indiquées par le constructeur. De plus, dans le cadre de la formation suivie par M. BOUMARD, un programme de maintenance est cours de réalisation afin de valider sa formation professionnelle.  La mesure de la température de fonctionnement et de la pression du biogaz est réalisée en continu par l'automate de l'installation.  Un registre a été mis en place afin d'enregistrer toutes les interventions réalisées par des prestataires extérieurs sur l'unité de méthanisation : la société ALLIANCE ÉNERGIE est intervenue le 02/12/2024 sur la chaudière de l'hygiénisation, VERDE MOBILE le 21/08/2024 sur la chaudière et l'épurateur.  Enfin, la SAS RIVERGAZ travaille en collaboration avec une biologiste dans le process de méthanisation de la société BTS.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 36 : Dispositifs de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 8.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est munie d'un dispositif de rétention étanche, éventuellement réalisé par talutage, d'un volume au moins égal au volume du contenu liquide de la plus grosse cuve, qui permet de retenir à l'intérieur du site le digestat ou les matières en cours de traitement en cas de débordement ou de perte d'étanchéité du digesteur ou de la cuve de stockage du digestat.  Pour les cuves enterrées, en cas d'impossibilité justifiée, un dispositif de drainage est mis en place pour collecter les fuites éventuelles. Un réseau de surveillance permet de suivre l'impact des installations sur la qualité des eaux souterraines.
<b>Constats :</b> La capacité de rétention de l'installation est égale au volume aérien de la plus grosse cuve, à savoir du post-digesteur (soit un volume de 4 200 m <sup>3</sup> environ). La zone de rétention est équipée d'une vanne manuelle maintenue fermée en permanence.  <b>La procédure interne de gestion de la vanne manuelle devra être transmise au service d'inspection.</b>  Les ouvrages de digestion et de stockage sont équipés d'un dispositif de drainage avec un regard de contrôle. L'exutoire des eaux de drainage est équipé d'une vanne guillotine permettant une isolation totale du site de méthanisation.  Selon les propos de l'exploitant, des analyses des eaux de drainage ont été effectuées sur les 5 stockages déportés en 2024. Les rapports d'analyses ont été envoyés suite à la visite d'inspection du 31/05/2024 et les résultats respectent les valeurs limites définies à l'article 5.2.4 de l'arrêté inter préfectoral du 29/03/2019. Concernant le site de méthanisation, l'analyse est en cours.  <b>L'ensemble des stockages déportés étant sous la responsabilité de la SAS RIVERGAZ, par conséquent les eaux de drainage de tous les sites doivent être contrôlées. Les résultats d'analyses seront à transmettre au service d'inspection.</b>  Le groupe électrogène présent sur l'installation dispose d'une rétention intégrée. Selon les propos de

l'exploitant, la SAS RIVERGAZ a pour projet l'acquisition d'un nouveau groupe électrogène plus puissant. Celui-ci devra être adapté à l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 37 : Transports – chargements – déchargements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 8.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art.</p> <p>Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).</p> <p>La manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) est effectuée sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</p> <p>Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.</p>
<p><b>Constats :</b>  Les aires de chargement et de déchargement sont étanches.</p> <p>Concernant la partie liquide, les cônes de chargement et de déchargement sont situés sur une zone de rétention bétonnée et en cas d'écoulements, les jus sont renvoyés dans le process de méthanisation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 38 : Moyens intervention et ressources en eau et mousse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 8.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et aux enjeux à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des extincteurs portatifs de différentes capacités contenant des agents d'extincteurs appropriés au risque à défendre ;</li> <li>• réserve d'eau d'un volume minimum de 420 m<sup>3</sup> sous la forme d'une réserve souple.</li> </ul> <p>En parallèle de ces moyens de lutte, l'exploitant doit :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1/ Tenir en permanence à disposition des secours les plans des installations du site et la fiche de données de sécurité des produits dangereux en présence.</li> <li>2/ S'assurer que le personnel d'astreinte réceptionnant les alarmes incendie soient formés au maniement des moyens de secours internes (extincteurs, coupure des énergies...).</li> <li>3/ Rendre la réserve incendie accessible, en toute circonstance, aux véhicules de lutte contre l'incendie et aménager une aire d'aspiration stabilisée d'une surface minimale de 60 m<sup>2</sup> conforme aux dispositions du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie.</li> <li>4/ Installer, au niveau de l'aire d'aspiration, un poteau d'aspiration de 2 x 100 mm relié à la réserve incendie par une canalisation enterrée.</li> </ol>
<p><b>Constats :</b>  La défense interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs dont le dernier contrôle a été réalisé en octobre 2024 par la société DESAUTEL. La vérification des trappes à incendie a été réalisée le 12/12/2024. Depuis cette dernière intervention, certaines trappes sont restées ouvertes. Selon les propos de l'exploitant, le problème a été signalé à la société prestataire de services.</p>

La défense externe contre l'incendie est assurée par une citerne souple de 420 m<sup>3</sup> équipée de 3 poteaux d'aspiration.

**La réserve incendie n'étant pas équipée d'une clôture de sécurité, il conviendra de solliciter le SDIS via l'adresse mail : [operations@sdis49.fr](mailto:operations@sdis49.fr) afin de savoir si la citerne souple répond aux règles en vigueur.**

Selon les propos de l'exploitant, le SDIS a réalisé 8 sessions de formation au sein de l'unité de méthanisation.

Le plan de circulation du site a été envoyé en recommandé avec accusé de réception le 17/10/2022 au SDIS. À ce jour, la SAS RIVERGAZ n'a reçu aucun retour.

**Une vérification, via l'adresse mail : [operations@sdis49.fr](mailto:operations@sdis49.fr) devra être réalisée afin de s'assurer que l'unité de méthanisation soit répertoriée auprès des services du SDIS. Le justificatif devra être transmis au service d'inspection.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 39 : Biodiversité

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 10.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Dispositions particulières

**Prescription contrôlée :**

Afin de limiter la perturbation de l'avifaune, notamment les oiseaux nicheurs, les travaux d'arrachage des haies ne pourront pas avoir lieu du 1<sup>er</sup> mars au 31 août et cette préconisation devra être respectée. Les haies périmétrales, ainsi que l'arbre têtard maintenu en place, devront être préservées pendant la phase de construction, ainsi que pendant l'exploitation de l'installation.

Avant le démarrage des travaux, l'arbre sur pied abritant le Grand Capricorne est signalé à tous les intervenants sur site, afin qu'il soit maintenu et respecté dans son intégrité.

Les conditions de transfert et d'implantation de l'arbre mort, présentant un intérêt en terme d'espèces protégées, dans les haies périmétrales seront définies avec un écologue, chargé du suivi de la mise en place des mesures d'évitement et de réduction, et seront mises en œuvre avant la fin de la construction.

**Constats :**

Le transfert et l'implantation de l'arbre mort, présentant un intérêt en termes d'espèces protégées, dans les haies périmétrales, ont été encadrés par un écologue de la société IMPACT ENVIRONNEMENT. Le rapport du 05/06/2020 est présent sur le site.

Suite à la chute de l'arbre sur pied abritant le Grand Capricorne, la SAS RIVERGAZ a interrogé par mail le 28/01/2025, l'écologue sur le devenir de l'arbre. À ce jour, la SAS RIVERGAZ n'a reçu aucun retour.

**La réponse de l'écologue devra être transmise au service d'inspection.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 40 : Mesures compensatoires à la destruction des zones humides

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 10.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Dispositions particulières

**Prescription contrôlée :**

Une mesure de compensation à la destruction d'une zone humide est engagée sur la parcelle cadastrée n° 76 section AT située sur la commune de LA TESSOUALLE.

La mesure de compensation est réalisée avant l'achèvement des travaux de construction du méthaniseur. Les travaux suivants sont réalisés :

- retrait des drains,



- suppression de la canalisation reliant l'exutoire des étangs vers le cours d'eau, cette canalisation est déviée pour alimenter un fossé qui traverse la parcelle sur 300 mètres de long,

- création de 2 mares alimentées par le fossé. Le fossé sera de type noue à faibles pentes.

Le fil d'eau sera calé à moins de 30 centimètres sous le terrain naturel, la largeur en gueule devra être supérieure à 4 mètres.

Les mares d'environ 150 m<sup>3</sup> chacune constitueront des dépressions de faible profondeur (inférieure à un mètre par rapport au terrain naturel).

Le contour des mares sera le plus sinueux possible, les pentes seront faibles (inférieures à 1/4).

Il conviendra de transmettre les plans de ces aménagements pour validation du service en charge de la Police de l'Eau au minimum 1 mois avant leur réalisation.

Un suivi régulier de ces mesures compensatoires sera mis en place par l'exploitant, suivi qui fera l'objet d'un enregistrement écrit disponible sur le site de méthanisation.

La parcelle de compensation est entretenue en fauche tardive.

L'aménagement compensatoire sera réalisé en collaboration avec l'établissement public territorial du bassin de la Sèvre nantaise.

Une restitution de la mise en œuvre de ces mesures sera transmise au bureau de la Commission Locale de l'Eau.

**Constats :**

Selon l'article 10.3 de l'arrêté inter préfectoral du 29/03/2019, un suivi régulier des mesures compensatoires devait être mis en place par l'exploitant, suivi qui devait faire l'objet d'enregistrements écrits. Il a été constaté le jour du contrôle, que la SAS RIVERGAZ n'effectuait aucun suivi des mesures compensatoires à la destruction de la zone humide.

**Un suivi régulier des mesures compensatoires devra être mis en place par l'exploitant afin de répondre à l'article 10.3 de l'arrêté inter préfectoral du 29/03/2019. Le document de suivi établi par la société SAS RIVERGAZ, devra être transmis au service d'inspection.**

Néanmoins, selon les propos de l'exploitant, la zone de compensation est entretenue par la CUMA locale.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois